

France insoumise

11^{ème} circonscription des Français de l'étranger



11

PROPOSITIONS

La France insoumise

législatives 2017

Ce que propose la France insoumise de la 11^{ème} circonscription

Cette campagne législative est avant tout, pour la France insoumise, une campagne nationale, et notre objectif est d'obtenir une majorité pour faire appliquer le programme L'Avenir en Commun <https://laec.fr/sommaire>. Cependant, en plus de son rôle au sein de la représentation nationale, chaque député élu de la France insoumise deviendra aussi le porte-parole du ou des territoires qu'il représente, avec leurs spécificités, encore plus prononcées dans une circonscription comme la 11^{ème}, qui regroupe 49 pays très différents et aux populations de Français aux situations très contrastées.

C'est pourquoi, en plus des mesures proposées dans L'Avenir en Commun, nous souhaitons porter un certain nombre de propositions spécifiques aux Français de l'étranger de cette circonscription. Ce programme est l'effort collaboratif de citoyens volontaires de la 11^{ème} circonscription.

Suivez l'évolution du programme pour les FE sur le site :

www.franceinsoumise-sawosik2017.fr



1. Scolarité

La possibilité, pour chaque famille française, quelles que soient ses ressources, de faire bénéficier ses enfants d'une scolarité de qualité, dans des conditions au moins équivalentes à celles qui prévalent en France, est une priorité pour nous. À partir d'un état des lieux de la situation de scolarisation des enfants de parents français à l'étranger, nous proposerons :

- **D'augmenter**, là où le besoin s'en fait sentir, **le nombre d'établissements publics d'enseignement français** officiels à l'étranger en gestion directe par l'État, dans chaque pays de la circonscription et dans leurs grandes villes.
- **La gratuité scolaire, du primaire au secondaire**, des écoles conventionnées ou homologuées par le biais de l'A.E.F.E. (Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger). Car permettre la gratuité de l'enseignement du primaire au secondaire pour les élèves français scolarisés dans les établissements français à l'étranger est un objectif primordial dans le cadre d'une politique de respect des droits humains et d'optimisation du potentiel de la société toute entière.
- **Inclure dans cette politique de gratuité scolaire** avec l'expertise de l'A.E.F.E., **des enfants en école locale**, quand aucun établissement français n'existe dans le territoire, **ou devant suivre les cours du CNED**.
- **Donner la possibilité aux élèves non français** désirant être scolarisés dans un établissement français à l'étranger **d'accéder à des bourses** sur examen et selon les ressources, afin de renforcer l'aura de nos établissements ainsi que le rayonnement de la culture francophone et de la langue française.

2. Santé, retraite à l'étranger

C'est une de nos priorités d'**assurer à tout citoyen français, même ceux résidant à l'étranger, une couverture maladie et une retraite décentes. Ces droits sont d'autant plus** justifiés que le programme de la France insoumise propose le paiement de l'impôt universel (différentiel), qui permet donc le financement accru de nouveaux droits. Le mouvement insoumis de la 11^{ème} circonscription propose donc :

- **D'intégrer davantage la Caisse des Français de l'Étranger (C.F.E.) à la Sécurité Sociale**, ce qui permettra de réduire les coûts de cotisation (non seulement à la C.F.E., mais aussi aux complémentaires) et d'étendre la couverture de la population.
- **D'assurer une couverture maladie universelle grâce à la Sécurité Sociale intégrale** (100% de prise en charge).
- **D'obliger les ambassades à développer les partenariats avec des dispensaires** (structures médicales légères), permettant d'assurer les urgences et les premiers soins. Cette mesure ne concernerait que les pays d'accueil à risques, où le manque de moyens sanitaires est patent.
- De **garantir une allocation de retraite minimale pour les Français de l'étranger** ayant cotisé en France.

3. Faciliter et accompagner la mobilité

Les Français qui décident de s'expatrier le font pour des raisons personnelles ou professionnelles. Leur nombre est croissant.

Pourtant, **force est de constater l'absence de tout service public efficace permettant d'accompagner le déplacement des Français vers l'étranger et leur retour en France.**

Plus généralement, la mobilité des citoyens français et étrangers entre la France et leur pays d'origine ou d'adoption n'est pas suivie et soutenue comme il le faudrait. Voici donc les propositions du mouvement citoyen de la France insoumise :

- **Créer un service public d'accompagnement pour les Français qui quittent la France ou décident d'y revenir.** Ce service se composera de guichets uniques à chaque pays où pourront s'accomplir toutes les formalités administratives de sortie ou d'entrée sur le territoire.
- **Préparer un guide relatif à chaque pays** détaillant les procédures à suivre pour les visas, le logement, le transport, etc., pour simplifier le déplacement à court ou long terme des citoyens français.
- Renforcer l'attractivité de la France en tant que pays d'accueil d'étudiants **en facilitant les démarches des étudiants étrangers** souhaitant se former en France, par exemple en donnant la possibilité que toutes les démarches puissent se faire en français, en anglais ou dans la langue du pays.
- Faire en sorte que les citoyens français qui reviennent de l'étranger puissent être immédiatement protégés des maladies et des accidents de la vie dès leur retour, alors qu'aujourd'hui les démarches peuvent prendre plusieurs mois. **Nous proposons donc leur inscription immédiate, sans délai de carence et sans condition de résidence, à la sécurité sociale ou à la PUMA** (Protection Universelle Maladie, ex-CMU).

4. Société, égalité et diversité

La France d'aujourd'hui est un pays riche de sa diversité et le programme de la France insoumise s'attache à **promouvoir l'égalité de tous les citoyens français**, quelque soit leur sexe, leur orientation sexuelle, leur origine ethnique ou leurs opinions, devant la loi. Ce message d'égalité et de fraternité est porté fièrement par nos candidats, en particulier dans les pays où certains de ces droits sont remis en cause. Nous nous engageons :

- **À garantir l'égalité femmes-hommes** en toute occasion (sur le lieu de travail, dans la vie quotidienne, dans les médias, etc.), et notamment au sein des Ambassades et représentations de la France à l'étranger.
- **À soutenir**, y compris par voie diplomatique, **les minorités** (sexuelles, ethniques, religieuses) victimes de discrimination dans les pays où la France est représentée et à reconnaître leurs droits inaliénables en tant qu'êtres humains.
- **À accepter et faire accepter la diversité des croyances religieuses**, tout en garantissant la laïcité des institutions républicaines.
- **À augmenter le financement des Instituts français** d'au minimum 5 % par an sur au moins 5 ans, afin de compenser les baisses drastiques de financements effectuées sous les trois gouvernements précédents.

5. Services sociaux à l'étranger

Il est primordial de **faciliter et d'aménager les services sociaux** face au nombre croissant des Français de l'étranger. Spécifiquement à notre circonscription, nous proposons de :

- **Renforcer les ressources humaines et les moyens financiers des consulats**, afin de faciliter les démarches d'état civil, et d'obtention de visas. Pour cela, il faut :
 - **réévaluer les besoins propres de chaque consulat**;
 - **créer des postes** en conséquence ;
 - **mettre fin à la sous-traitance des procédures administratives** par le privé ;
 - **effectuer davantage de tournées consulaires**;
 - **généraliser les procédures par Internet**;
 - **faciliter les démarches d'obtention de visas familiaux**;
 - **faciliter le retour en France par la garantie d'obtenir des crédits** à moindre coût auprès des banques de France.

6. Nationalité

Sur les questions de nationalité, primordiales pour les Français de l'étranger, et en particulier pour les familles mixtes, nos candidats se prononcent pour :

- **Le maintien et l'approfondissement des droits relatifs à la double nationalité** quand elle existe et la recherche d'accords avec les pays qui ne l'acceptent pas encore.
- **La facilitation de l'obtention de visa d'époux/épouses ou de la nationalité française** pour les conjoint(e)s de Français à l'étranger.
- **Le refus de la déchéance de nationalité** et de toute politique pouvant conduire à l'apatridie.

7. Environnement et innovations

Nos candidats prennent l'engagement de **défendre et de promouvoir**, au-delà des frontières de la France, **une éthique écologique responsable et fidèle au programme L'Avenir en Commun**. Cela peut se faire par :

- Inciter nos ambassadeurs, à chaque occasion (forums régionaux, visites d'état, entretiens) à entretenir le dialogue avec les dirigeants de chaque pays de la 11^{ème} circonscription pour les inciter et si possible les **aider à réduire les sources émettrices de CO2** (centrales à charbon en Chine, Japon, et dans de nombreux autres pays de la circonscription).
- **S'engager en faveur de la reconversion de la filière nucléaire** française et de son remplacement progressif (en commençant par les zones à risques) par des énergies renouvelables, afin que cet engagement sur le sol national puisse être présenté comme exemple pour les pays de la circonscription.
- **Soutenir**, en réorientant les priorités d'un opérateur comme Business France, **les entreprises françaises et les partenariats d'entreprises qui promeuvent les énergies alternatives, renouvelables et éco-responsables**. Inversement, parce que chaque pays a vocation à innover dans ce domaine, nous suggérons de soutenir financièrement le transfert des technologies vertes et des compétences acquises à l'étranger.
- **Faciliter la prise de conscience écologique dans les pays de la circonscription**, notamment à travers des manifestations culturelles et associatives soutenues par les Instituts français, qui seront incités à jouer un rôle plus actif dans cette direction.

8. Imposition, solidarité fiscale

- **Renforcement des moyens humains, techniques et financiers du Trésor Public** afin d'appliquer la fiscalité existante et de lutter contre la fraude fiscale.
- **Imposition différentielle universelle** (aussi nommée "impôt universel") : **on paye d'abord l'impôt du pays où l'on réside**. Dans le cas où il est plus bas que celui qu'on aurait payé en France, en fonction de ses ressources, on paye ensuite la différence au fisc français. Si l'on veut accéder aux mêmes droits que les citoyens en France, il est impératif de remplir les mêmes devoirs vis-à-vis de l'impôt. Il est important de rappeler que cette mesure désavantage surtout les évadés fiscaux.

9. Politique internationale

L'un des objectifs majeurs de la France insoumise est de **garantir la paix à l'échelle mondiale**. La France se doit d'entretenir de bonnes relations avec les 49 pays de la 11^{ème} circonscription.

Dans le cadre du programme national de la France insoumise, nous soutenons :

- **Le développement du multilatéralisme et le dialogue dans le cadre des institutions internationales** (telle l'ONU), le respect de la diplomatie et de la souveraineté des États.
- **Une sortie rapide de l'OTAN.**
- **Une évolution de l'Europe** afin qu'elle soit plus démocratique, qu'elle se concentre davantage sur les questions sociales et environnementales et qu'elle se libère du dogme néolibéral.
- **Nous rejetons les traités de libre-échange TAFTA/CETA/JEFTA** qui permettent aux entreprises transnationales de s'affranchir des lois économiques, sociales et environnementales nationales et qui leur permettent de concurrencer de manière

déloyale les PME. Nous promouvons à la place le protectionnisme solidaire et la régulation des échanges économiques par une harmonisation par le haut des lois et des normes sociales et environnementales.

Ensuite, plus spécifiquement à la 11^{ème} circonscription, nous proposons également de :

- **Promouvoir les actions et les projets internationaux de développement humain, social, écologique et scientifique** ainsi que les échanges de savoir et la coopération pour la recherche, via une revalorisation du rôle et des moyens dévolus aux opérateurs en charge des échanges scientifiques, culturels et universitaires.
- **Dénoncer et rendre publiques les négociations opaques et anti-démocratiques qui entourent le JEFTA**, le traité de libre-échange entre l'UE et le Japon, que les dirigeants veulent imposer à nos pays à marche forcée dès la fin 2017.
- **Accueillir les lanceurs d'alerte** (par exemple en proposant la nationalité française à Edward Snowden et Julian Assange) et **soutenir et développer les lois françaises et internationales protégeant le statut de lanceur d'alerte.**

10. Vote, représentation

Pour inciter les Français de l'étranger à voter, et apporter plus de clarté sur les procédures à suivre, nous proposons :

- **De demander aux ambassades de relayer plus systématiquement les informations sur le système de vote par correspondance et le vote par procuration**, plusieurs fois avant le démarrage de chaque campagne et en utilisant les listes consulaires.
- **De faire en sorte que les professions de foi et les présentations des candidats soient disponibles sur les sites web des ambassades** avant chaque vote.
- **De remettre en place le vote par correspondance** de manière plus encadrée, ce qui est une condition essentielle de participation pour nos compatriotes vivant en-dehors des grands ensembles urbains.
- **De remettre en place**, sous réserve d'une sécurisation complète, **la possibilité du vote par Internet**, ce qui pourrait avantager de nombreux ressortissants français et permettre une participation plus importante.

De façon plus générale, dans la lignée du programme national de l'Avenir en Commun, nous souhaitons :

- Que **le ministère de l'Intérieur fasse réaliser une étude complète des systèmes de vote alternatifs** afin d'assurer à nos concitoyens une représentation qui reflète leur diversité.
- **Mettre en place**, le plus rapidement possible, **un mode de scrutin proportionnel pour les élections législatives** incluant, bien évidemment, les Français de l'étranger.
- **Une démocratie continue participative**, c'est à dire la mise en place d'un système permettant à tous les Français, y compris à l'étranger, de prendre part activement aux décisions politiques de leur régions ou du pays par référendum en dehors des moments électoraux. Ce système est déjà en place en Suisse par exemple, où les citoyens votent de manière régulière les décisions budgétaires, sociétales, ou culturelles de leur région.

11. Éthique des représentants des citoyens

Enfin, parce que la représentation nationale doit être au-dessus de tout soupçon d'enrichissement personnel, de conflits d'intérêts ou de pression des lobbys, nous nous engageons sur :

- **L'introduction d'un mécanisme permettant la révocabilité des élus**, en cours de mandat, par les électeurs.
- Le fait que **les indemnités des élus de la France insoumise seront équivalentes au SMIG**, le surplus étant reversé au mouvement.
- **Le vote d'une loi sanctionnant d'inéligibilité à vie** tout élu qui aurait manqué à ses obligations d'honnêteté, d'éthique et de transparence dans l'exercice de ses fonctions électives.

À propos du programme

Le programme que vous venez de lire est un **programme évolutif**, rédigé en continu par des citoyens et citoyennes soutenant la France insoumise dans toute la circonscription, de manière transparente et participative.

Il s'agit de la version 1.0, qui constituera la base de notre programme et qui sera élargie. Nous continuerons à élaborer ce programme pendant la campagne et à le soutenir durant les années qui viennent.

Qui sommes nous ?

Nous sommes des citoyens de la circonscription engagés dans l'évolution du pays vers une authentique démocratie, de l'Ukraine à la Nouvelle-Zélande. En nous appuyant sur l'expérience des uns, la motivation et l'enthousiasme des autres ainsi que sur les technologies du numérique, **nous avons fait émerger une organisation horizontale sur l'ensemble de la circonscription.**

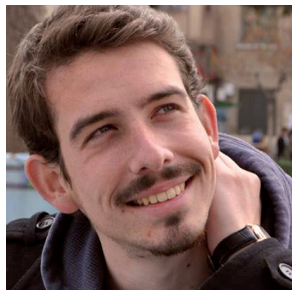
Les talents et l'énergie de notre communauté ont été mis au service du programme L'Avenir en Commun et de **nos deux candidats, Dimitri Sawosik et Marie Jarlan**, choisis au terme d'un débat et d'un vote des insoumis de la circonscription.

Ce **mode d'organisation ascendante inédit** dans la vie politique française est ce qui fait la force de la France insoumise et des idées que nous portons : la République du peuple, par le peuple, pour le peuple.

Si, vous aussi, vous avez envie de prendre votre destin en main et de collaborer dans la mesure de vos moyens, **venez nous rejoindre** et lutter avec nous pour un meilleur **Avenir en Commun!**

Vos représentants pour la 11^{ème} circonscription des Français de l'étranger

Europe de l'est / Asie / Océanie



Dimitri Sawosik
Candidat



Marie Jarlan
Suppléante



www.franceinsoumise-sawosik2017.fr

Site officiel de campagne de
Dimitri Sawosik candidat de la France
insoumise pour la 11^e circonscription
des Français établis à l'étranger.

 **La France
insoumise**
11e circo des Français de l'étranger

Élections législatives 4 et 18 juin 2017